

Saint-Denis, le 3 août 2026

À Madame Péresse, présidente de la Région Ile de France, présidente d'IDFM

Objet : Urgence de moyens de substitution adaptés suite à la fermeture de toutes les lignes de transports publics desservant St Denis pendant le mois d'août.

Madame la Présidente

Nous vous interpellons à notre tour sur la situation scandaleuse dans laquelle ont été mis les habitant-es de Saint-Denis, pour plusieurs semaines, en plein été et par temps de canicule.

Vous ne pouvez plus ignorer les conséquences des fermetures de lignes pour une population qui, pour beaucoup ne part pas en vacances, ou travaille dans cette période et qui, pour plus de 50%, ne dispose pas de voiture.

Les transports en commun, services publics de proximité, sont indispensables à une vie quotidienne normale et digne, particulièrement en banlieue. Vous le savez, c'est inscrit aux plans de mobilité à tous les niveaux, dans les enquêtes publiques sur les déplacements. En tant que Présidente de la Région Ile de France, vous êtes présidente d'IDFM, autorité organisatrice des Transports publics en IDF. Suite à la privatisation de la RATP, que nous contestons, il vous revient du moins de gérer les Délégations de Service Public avec l'objectif de ne pas réduire le service aux habitant·es.

Vous avez délibérément planifié des travaux d'aménagement, nécessaires mais exigeant une fermeture totale de ligne sur un même créneau temporel, sur plusieurs semaines et sur toutes les lignes desservant Saint-Denis : ligne 13 du métro, tramway T1, lignes B et D du RER.

Aux inquiétudes exprimées à l'occasion de la prise de ces décisions il a été généralement répondu par l'importance de ces travaux de modernisation indispensables -ce que nous partageons- et par la prévision de mise en place des moyens de remplacement à hauteur des besoins.

Nous ne pouvons croire qu'il n'y ait pas eu une réflexion sérieuse à ce sujet, sauf à se satisfaire d'un parfait mépris pour les habitant-es de ce territoire.

Outre qu'ils sont très insuffisants, lesdits moyens de substitution s'entravent mutuellement sur les mêmes trajets. Lorsque seul le T1 est à remplacer (ce qui est fréquent) cela fonctionne à peu près. Mais lorsque, en plus du T1, la ligne 13 (dont on connaît la surcharge permanente), ainsi que les RER B et D doivent être remplacés par des bus, c'est évidemment bien plus compliqué !

Au niveau des trajets, par exemple, tous ces bus de substitution se retrouvent ensemble à l'abord du Centre-Ville à l'arrêt Paul-Langevin, puis le long de la place du 8 mai 1945, et s'empêchent de circuler les uns les autres. Il faut dire qu'à cet arrêt Paul-Langevin, plusieurs lignes continuent à circuler normalement le 253, le 255, le 240 et le 11.

Derrière les chiffres, bien que trop souvent considérés comme négligeables par un certain nombre de décideurs, il y a des personnes et des vies...

C'est sans doute pourquoi vous vous sentez quitte par vos réponses aux élus locaux et nationaux (le député Stéphane Peu, le Président du Conseil Départemental Stéphane Troussel et le représentant direct de la population, le Maire de Saint-Denis Bally Bagayoko) sur la nécessité de ces travaux, que personne ne conteste. Mais pourquoi concentrer tout sur quelques semaines ? Même le Parisien le traduit fort bien : « St-Denis coupé du monde » et « le calvaire des voyageurs privés de RER B et D ».

La situation qui nous est faite est indigne ! Derrière les statistiques, il y a des gens assignés à résidence pendant près d'un mois, d'autres condamnés à attendre debout, des heures, en foule compacte, des transports qui ne viennent pas, à démultiplier leurs temps de déplacements, à remplacer leurs transports par la marche sur de longues distances. Faut-il parler de la situation des PMR, des seniors, des gens avec enfants, chargés, fatigués, sous la canicule ?

Nous nous sommes déjà, à plusieurs reprises, pendant 4 ans, adressé-es à vous, Mme la Présidente, pour tenter d'obtenir, par la concertation avec les usager-es, des solutions face à la suppression par la précédente municipalité, de la desserte en bus du Centre-Ville de St Denis, sans obtenir de réponse. Nous apprenons par M. Bagayoko que vous lui avez répondu à lui, le Maire de la ville. C'est la moindre de vos obligations.

Mais vous ne dites toujours rien de précis sur l'urgence du moment. Ce n'est pas dans un mois ni même dans une semaine qu'il faut des solutions de substitution. C'est tout de suite, dès aujourd'hui. Nous sommes prêt-es, comme nous l'avons d'ailleurs déjà sollicité, à participer à toute réunion pluripartite comportant des usager-es, en particulier celle demandée en urgence par le Maire. La suppression des transports est entamée depuis plusieurs jours, donc les remplacements adaptés ne peuvent attendre ! Comme des informations claires et précises sur les circuits, les fréquences, les arrêts, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Nous ne pouvons croire que cette situation faite aux habitantes et habitants de St Denis soit délibérée. Nous exigeons le respect et l'égalité.

Veuillez accepter, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations citoyennes et engagées.

Pour le Collectif bus de St Denis :

Sylvie Ritmanic, sylvieritmanic@gmail.com

Claudie Gillot-Dumoutier, claudie.gillot.dumoutier@lilo.org

Copie à :

Bally Bagayoko, maire de Saint-Denis/Pierrefitte sur Seine et Président de Plaine Commune,

Stéphane Peu et Eric Coquerel, députés,

Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine Saint Denis,

Julie Garnier et Fabien Guillaud-Bataille, conseillers régionaux membres du CA de IDFM

Marc Pélissier, président de la FNAUT-IdF.